



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Bibliographie

Citer ce document / Cite this document :

Bibliographie. In: Économie rurale. N°90, 1971. Economie de la production porcine. pp. 133-140;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1971_num_90_1_2166

Fichier pdf généré le 08/05/2018

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE SIGNALÉTIQUE

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station Centrale d'Economie et de Sociologie

rurales de l'I.N.R.A. Nous remercions en particulier Mademoiselle C. Pinson, documentaliste, pour l'aide qu'elle nous apporte.

Les articles sont classés selon le cadre suivant :

1. Recherche - Enseignement.
2. Economie générale.
3. Gestion et programmation dans l'entreprise.
4. Statistique, méthode et enquêtes.
5. Offre agricole.
6. Débouchés - Consommation.
7. Commercialisation.
8. Prix et revenus.
9. Coopération.
10. Organisations professionnelles.
11. Structures.
12. Institutions - Législation.
13. Sociologie.
14. Démographie.
15. Histoire.
16. Croissance et développement.
17. Planification.
18. Investissements - Financement.
19. Politique agricole.
20. Marché commun.
21. Commerce international.
22. Agricultures étrangères.
23. Etudes par produit.

1) Recherche - Enseignement.

Les carrières et la formation agricoles. — Avenirs (215-216), juin-juillet 1970, 575 p.

2) Economie générale.

AUBERT (D.), BRANGEON (J.-L.). — Etude de comptabilité régionale des comptes de la branche agricole aux ressources du compte d'affectation des ménages agricoles en Bretagne — Rennes, INRA, avril 1971. 29,5 cm, X + 100 p., tabl. (Série travaux de recherches n° 11).

3) Gestion et programmation dans l'entreprise.

COLEOU (J.). — Organisation des grandes unités de production laitière — B.T.I. (258), avril 1971, 381-400, 18 tabl., 2 fig., 25 réf. bibliogr.

6) Débouchés - Consommation.

VULPIAN (A. de). — Les transformations rapides des attitudes alimentaires — CTIFL Doc. (29), premier trimestre 1971, 7 p.

7) Commercialisation.

VOGUE (Bernard de). — La promotion de vente de la viande charolaise et mise au point d'une politique de viandes de qualité — C.R. Acad. Agric. 57 (2), 1971, p. 128-142.

DEBEUSSCHER (J.-P.). — La distribution des fruits et légumes dans le Languedoc : Béziers, Sète, Montpellier, Nîmes, Alès — CTIFL Doc. (29), premier trimestre 1971, carte.

8) Prix et revenus.

GREINER (P.), KOLOMJAR (M.). — Le prix des terres agricoles en 1969 — Statist. agric., suppl. « série Etudes », (72) fév. 1971, 52 p., tabl., cartes.

KOLM (S.C.). — Positions de classe sur les variations de prix ou effets de l' « Europe verte » ou du « Kennedy Round » sur la distribution des revenus — R. écon. 22 (2), mars 1971, 306-330.

9) Coopération.

Vers un nouveau statut des coopératives agricoles ; l'évolution du statut juridique de la coopération agricole — *Coop. agric.* (205), fév. 1971, 5-12.

10) Organisations professionnelles.

FARCY (H. de). — L'évolution et les tâches nouvelles des Centres d'études techniques (CETA) — *Projet* (53), mars 1971, 358-361, réf.

11) Structures.

BERGER (A.), LACOMBE (P.) et SOULLIER (A.). - Espace rural et transactions foncières en Languedoc-Roussillon — *R. Econ. mérid.* (71), juillet-septembre 1970, 15 p., cartes, tabl.

SEBILLOTTE (J.) et al. — Etude de la situation des migrants et mutants installés de 1964 à 1967 — *Montrouge, CNASEA*, janv. 1971, 2 vol., 62 + 42 p. + ann., tabl., cartes.

Recherche d'objectifs d'exploitations agricoles. La phase : détermination de systèmes de productions types — *Avril 1970*, 1 vol., feuilles mobiles.

Etude réalisée par les quatre centres de gestion de Lorraine sous la responsabilité des présidents d'ADASEA, avec l'appui technique et le financement du CNASEA.

RANDIER (R.). — Les groupements fonciers agricoles — *R. Droit Rural* (2), mai 1971, 67-72.

13) Sociologie.

BODIGUEL (M.). — La diffusion des innovations agricoles : psycho-sociologie de l'innovation ou sociologie du changement ? (Bilan d'un projet international de recherches comparatives). — *R. franç. Sociol.* 11 (4), octobre-décembre 1970, 566-571, 16 réf.

Recherches menées en Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et France.

GOSSELIN (Gabriel). — Coopération et animation en pays Serer (Sénégal) — *Sociol. Rur.* 11 (2), 1971, 159-177.

SUVAR (S.), PULJIZ (V.). — The role of rural sociology in Yugoslav agrarian policy — *Sociol. rur.* 11 (1), 1971, 66-74.

14) Démographie.

TONANI (Mme S.). — Projections pour 1975 de la population agricole familiale — *Statist. agric.*, suppl. « série Etudes » (73), fév. 1971, 97 p.

16) Croissance et développement.

RAJ (K.N.). — A propos de la croissance agricole dans les pays en voie de développement — *Agric. dans le monde* 20 (1), janvier 1971, 22-27.

VRIES (Egbert de). — Introduire l'analyse des systèmes dans le monde rural — *Cérès* 4 (1), janvier-février 1971, 37-42.

17) Planification.

BOISSY (Serge). — De la loi d'orientation foncière au VI^me Plan — *Econ. et Polit.* (199), février 1971, 73-85.

La rénovation rurale. — *Ch. d'Agric.* (455), 1^{er} mars 1971, 12 p., tabl., phot.

Bilan de la politique de rénovation rurale établi par les services de la DATAR et les perspectives au cours du VI^me Plan.

18) Investissements - Financement.

BOUSSARD (J.-M.), BRUN (A.). — Adaptation de l'agriculture à l'irrigation. Etude économétrique des exploitations du bassin de la Laye — *Paris, INRA* — Station Centrale d'économie et sociologie rurales, Sér. Travaux de recherches (4), sept. 1970, 82 p., tabl.
Coll. INRA.

19) Politique agricole.

LEBEL (N.). — Mise en œuvre des méthodes de rationalisation des choix pour la programmation de l'aménagement régional — *Economie mérid.* (71), juillet-septembre 1970, 8 p.

20) Marché commun.

L'organisation commune du marché viti-vinicole. — *Nouv. Polit. agric. commune* (9), décembre 1970, 14 p., graph.

21) Commerce international.

RACKHAM (T.S.). — World agricultural trade and Merchandising opportunities in the 1970s. Les possibilités de développement du commerce mondial agricole au cours de la prochaine décennie. *Canad. J. Agr. Econ.* 18 (1), fév. 1970, 36-44.

22) Agricultures étrangères.

L'autogestion demain ? *Projet* (53), mars 1971, 273-314, bibliogr.

L'autogestion de l'entreprise selon la CFDT par P. RANVAL. L'expérience yougoslave par M. P. Canapa. Management et autogestion par R. Thalvard. Quelques textes du « père de l'autogestion », Proud'hon.

WAMPACH (J.-P.). — Disparités régionales et scolarité en agriculture — Canad. J. agric. Econ. 18 (1), février 1970, 1-5, 9 graph., tabl.

23) Etudes par produit.

BONNIEUX (F.). — Présentation et applications d'une méthode de simulation. — Rennes, INRA, Station d'économie rurale, février 1971, 116 p., tabl., graph.
(Série Travaux de recherche, 10).
Coll. INRA, Rennes.

BROUSSOLLE (C.). — Exemple d'organisation de la production de viande bovine. Le veau de bou-

cherie — BTI (258), avril 1971, 419-425, 2 tabl., 2 graph., 1 phot.

COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN D'EQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITE. VI^{me} PLAN. Commissions de l'agriculture, des industries alimentaires et du commerce. Intergroupe aviculture. Rapporteurs : Fr. Nicolas, P. Stevens. Janvier 1971, 60 p. multigr.

INRA. Journées d'études sur la production de viande par les jeunes bovins. 1970. Saint-Genès-Champagnelle. — 26,5 cm, 498 p., tabl., bibliogr.
Etude SEI n° 46.

LISTE D'OUVRAGES RECENTS

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station centrale d'Economie et de Sociologie rurales de l'INRA. Certains d'entre eux seront analysés ultérieurement.

3) Gestion et programmation dans l'entreprise.

RIOLLET (J.) Dir. — Compléments au guide comptable professionnel des entreprises agricoles — Paris, I.G.E.R., mars 1971, 27 cm, 19 + 29 + 24 p.

4) Statistique, méthode et enquêtes.

O.C.D.E. Paris. — Statistiques de la population active 1957-1968 — Paris, OCDE, 1970, 24 × 32 cm, 199 p.

8) Prix et revenus.

PARIS (Quirino). — Analyse critique des élasticités « revenu » établies pour la consommation totale de produits alimentaires dans les pays en voie de développement — Paris, OCDE, Centre de développement, 1970, 24 cm, 56 p., tabl.

11) Structures.

UNIVERSITE DE MONTPELLIER. Laboratoire de géographie rurale de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Montpellier. Problèmes agricoles et espace rural en Languedoc-Roussillon —

Montpellier, Déhan, s.d. 24,5 cm, 313 p., tabl., fig., cartes, réf. bibliogr.

(Publication de la Société languedocienne de géographie).

13) Sociologie.

GOSSELIN (G.). — Développement et tradition dans les sociétés rurales africaines — Genève, B.I.T., 1970, 24 cm, VI-343 p., bibliogr.
(Etudes et documents, nouv. sér. 76).
Coll. BIT.

15) Histoire.

AMIN (Samir). — L'Afrique de l'Ouest bloquée. L'économie politique de la colonisation 1880-1970 — Paris, Ed. de Minuit, 1971. 22 cm, 322 p., tabl., réf. bibliogr.

(Côte d'Ivoire, Dahomey, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Gambie, Togo, Nigeria, Liberia et Sierra Leone).

18) Investissements - Financement.

ROLIN (Serge). — Le leasing, nouvelle technique de financement. Comment s'équiper sans investir — Verviers, Ed. Gérard, 1970, 16 cm, 175 p., tabl., réf. bibliogr.

(Marabout Service, économie moderne).

23) Etudes par produit.

O.C.D.E. Paris. Etude des facteurs de la demande de céréales dans l'alimentation animale — Paris, OCDE, 1971, 29 cm, 212 p.

BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

GRATTON (Philippe). — *Les luttes de classes dans les campagnes*. Edition Anthropos, Paris, 1971, 482 p.

L'histoire des rapports de la paysannerie française avec les partis politiques de type moderne reste toujours à écrire. Elle éclairerait les comportements électoraux *des mondes ruraux*. L'auteur retrace ici l'histoire du syndicalisme paysan en rupture avec la bourgeoisie rurale de 1870 à 1921, ainsi que celle des luttes de classes qu'il a entraînées. Au cours de cette période, « une seule catégorie de la paysannerie — celle des ouvriers agricoles — fut touchée par un syndicalisme aligné sur celui des ouvriers de l'industrie, à l'exception toutefois des métayers du Bourbonnais avant la première guerre mondiale et de ceux des Landes en 1920. Ce n'est que dans les périodes de crise grave que les petits exploitants (propriétaires, fermiers ou métayers) prirent part au mouvement revendicatif aux côtés des ouvriers agricoles, mais jamais, en tous cas, ils ne se joignirent à eux dans leurs organisations de façon durable... ».

L'exposé présenté ici de sept grands mouvements revendicatifs, allant depuis les bûcherons du Centre jusqu'aux ouvriers agricoles du Bassin Parisien, s'arrête en 1921, car cette date marque « l'aboutissement fugitif des efforts d'unification du syndicalisme agraire ». Avant 1850, les révoltes paysannes représentaient « les derniers soubressauts des paysans pauvres contre l'établissement définitif de la propriété privée à la campagne ». Le passage d'une économie autarcique à une économie de marché va, avec le développement des techniques, poser avec acuité le problème du syndicalisme agraire, tant à la bourgeoisie qu'au prolétariat agricole de type moderne, nouvellement apparu.

Les programmes proposés avant 1905 par les divers groupes socialistes aux larges couches du monde rural, susceptibles d'être touchées par leur propagande, restent timides et n'accrochent pas la masse. Les Blanquistes, sans doctrine agraire précise, aident partout les luttes du prolétariat rural. Quant aux syndicalistes ouvriers, qu'il s'agisse de la fédération des Bourses du travail ou de la C.G.T., ils ne surent guère trouver le langage susceptible de gagner à leur cause les petits exploitants agricoles non salariés. La conquête du prolétariat rural connut une plus grande

réussite à partir de 1900. L'auteur en étudie les premières manifestations et organisations.

Ces monographies précieuses constituent la partie la plus intéressante de l'ouvrage : à propos des bûcherons par exemple, l'auteur montre clairement que la spécialisation des tâches, séparant les scieurs de long qualifiés et peu nombreux, de la grande masse des ouvriers agricoles, fit que, dans le Centre, « le monde paysan tout entier fut touché lorsqu'éclatèrent les premiers conflits ». Ceux-ci sont nés vers 1891 d'une concurrence désordonnée des marchands de bois, atteints non seulement par la substitution du fer au bois dans les constructions, mais par l'achèvement des grands réseaux ferrés. L'idée de se regrouper en syndicats, à l'image des syndicats ouvriers des villes, vint à ceux des bûcherons qui travaillaient à temps partiel en usine. Peu à peu, l'extension du syndicalisme dans ces régions du Cher et de la Nièvre, entraîne une progression électorale de la SFIO. Le mouvement des ouvriers des vignes va également aider la pénétration du socialisme dans le Midi et la Champagne.

C'est après 1914 que le syndicalisme de classe commence à intéresser d'autres catégories que celle des ouvriers agricoles. Ce mouvement se développe chez les métayers du Bourbonnais, auxquels les fermiers généraux imposaient des baux « désastreux » et vexatoires.

Au total, le syndicalisme de classe semble n'avoir exercé « statistiquement » qu'une faible influence, quand on compare son développement à celui des organisations « agrariennes », prétendant unir toutes les classes rurales dans le même mouvement. Ce mouvement est-il insignifiant ? Non, répond l'auteur, car la grande masse du prolétariat rural est longtemps restée en dehors de toute action. Mais aujourd'hui, le problème posé au monde agricole par les revendications des ouvriers agricoles passe au second plan, au fur et à mesure que le nombre des salariés diminue. Par contre, les difficultés de la paysannerie moyenne s'accroissent, les manifestations revendicatives se développent en accord avec la place qu'elle occupe dans la production. La question reste donc d'actualité.

(Ph. Mainié)

CENTRE DE RECHERCHES SUR L'ÉVOLUTION DE LA VIE RURALE
EXEMPLES DE SOCIÉTÉS RURALES EUROPÉENNES EN TRANSFORMATION

Publication 1 — Université de Caen — 1971

BLONDEL (Josette). — *Structure et répartition de la propriété dans le bocage Bas-Normand.*

BIDAULT (Jean-Pierre). — *L'agriculture sur le plateau de Saint-André-de-l'Eure.*

GRANIER (Gérard). — *Une enclave rurale dans le « Randstad Holland », aspects du Westland (Pays-Bas).*

SIEPER (Michel). — *Migrations alternatives et centre d'attraction au Tyrol.*

HERIN (Robert). — *Les populations rurales du Campo de Cartagena.*

Ces cinq contributions, relatives à des régions bien différentes, toutes soumises aux forces issues des transformations industrielles et urbaines, ne sont pas étrangères l'une à l'autre.

La terre reste l'obstacle majeur au progrès rapide de l'agriculture, car ce bien est « un élément psychologique d'une mentalité éprise de liberté et d'indépendance ». La concentration des terres du bocage s'effectue au profit des propriétés moyennes. La terre va progressivement à ceux qui la travaillent, car sa possession est le moyen d'obtenir un niveau d'exploitation suffisant. En conséquence, le petit fermier remplace peu à peu les élites traditionnelles au niveau du conseil municipal. Il en va de même au niveau des dirigeants cantonaux, du syndicalisme ou de la coopération. « Pour tenir ces responsabilités, il faut déjà être parvenu à un certain standing ». On y trouve aujourd'hui plutôt les exploitants que les propriétaires, parce que les fermiers, installés sur de plus grandes surfaces, sont plus à l'aise, ont une propension plus grande à s'extérioriser, enfin sont plus jeunes. L'animation de la société rurale est peu à peu prise en main par de nouveaux éléments. « Ce transfert des responsabilités s'effectue très lentement et très tranquillement » : c'est à l'occasion d'un décès que disparaît du conseil municipal tel châtelain.

L'excellente analyse présentée ici repose sur une étude fouillée de la répartition de la propriété. Notons que c'est par l'héritage que des terres paysannes deviennent bourgeoises, freinant ainsi le mouvement d'appropriation du sol par les exploitants.

Le plateau de Saint-André-de-l'Eure ne voit se développer que tout récemment, vers 1950-1960, la grande exploitation, dont le système de culture céréalière se mécanise et se distingue de plus en plus nettement de celui des petites exploitations, restées orientées vers l'élevage. L'exode vers les villes, dans cette région déjà dépeuplée, devrait se développer. L'avenir paraît incertain à l'auteur. Faut-il forcément « retenir plus aisément » la population par des emplois locaux, pour freiner l'exode vers la Basse-Seine ? Cette description un peu classique nous paraît manquer de perspectives et nous laisse sur notre faim...

Toute autre est l'originale thèse présentée sur le Westland. Cette région, coincée entre Rotterdam et La Haye, offre une situation fort paradoxale : elle semblait destinée à une urbanisation rapide, or l'horticulture, dont le développement est là récent, en fait aujourd'hui une *enclave rurale*, fort résistante aux forces venues de la ville. Cette artificialisation poussée a modelé un visage entièrement nouveau au Westland : un paysage de serres, hautement spécialisées. Cette ceinture maraîchère a débuté dans des conditions classiques pour gagner les marchés de la proche clientèle urbaine. L'événement primordial a été ensuite que, grâce à l'égale proximité de l'Angleterre et de la Ruhr, le Westland s'est libéré de tout contact avec les villes proches et s'est spécialisé sur le marché international. Notons cette remarque de l'auteur sur le rôle « isolant » de la vente au verling (p. 188) : « l'isolement géographique est aggravé par le système de vente au verling qui rompt tout contact entre le producteur et le commerçant ».

Une image du futur, les relations entre ouvriers horticoles et chefs d'entreprise : « le bon ouvrier se sait un produit rare... un certain nombre d'entre eux (peut-être 10 %) ne sont même plus liés à une exploitation. Ils sont devenus travailleurs indépendants spécialisés dans une tâche bien précise qu'ils vont accomplir de serres en serres ».

Cependant, la ville s'infiltré dans cet ensemble apparemment sans faille. De récents plans d'aménagement « volontaires » maintiennent encore le visage rural du Westland. Seront-ils dépassés dans quelques années ? On n'y parle pas des nécessaires équipements collectifs nouveaux (théâtres, écoles, hôpitaux...) ! Certains avaient proposé en 1956 de « déménager » le Westland vers des régions moins peuplées. Reste le coût très élevé de l'opération !

Le Tyrol autrichien nous prouve que la montagne alpine n'est pas forcément vouée « au désert ou au musée des archaïsmes ». Les migrations alternantes de population sont très développées, entre les montagnes et les centres de tourisme et d'industrie (à main-d'œuvre surtout féminine ou masculine). Le rôle joué dans les migrations par les femmes est ici important. L'alliance est heureuse entre le domaine de la montagne, où la population continue de croître modérément et où le tourisme se développe récemment, et celui des couloirs de vallée, en voie d'urbanisation sans préjudices pour la vie agricole. Le maintien des migrations alternantes est l'un des agents favorables à cette symbiose.

Le sous-emploi marque encore le Campo de Cartagena : la faiblesse du taux d'activité (35 %) résulte de la non-activité féminine. L'agriculture reste prédominante. Deux populations s'opposent, les exploitants, souvent âgés, et les ouvriers agricoles. Ces salariés sont pour les 5/6^e des travailleurs éventuels, en sous-emploi permanent.

La région se diversifie entre une périphérie pauvre (malgré les devises de l'émigration), véritable zone de départ, et le centre autour de Cartagena : l'irrigation y favorise le tertiaire agricole, la population s'accroît, la société devient péri-urbaine. L'aménagement ici pose d'abord des problèmes de main-d'œuvre. L'agriculture nouvelle doit non seulement être compétitive sur les marchés d'exportation, mais également sur le plan des revenus de la population qu'elle emploiera. Un grave problème social se pose du fait de la transformation des terres sèches en terres irriguées : qui bénéficiera de la plus-value foncière ? les spéculateurs ou la collectivité ? Les entreprises nouvelles seront-elles de vastes unités économiques rentables, ou bien des unités « familiales », libérant l'ouvrier agricole de son insécurité actuelle ? La réforme agraire peut-elle concilier ces deux impératifs « rarement conciliés » ?

Au terme de ces cinq études, nous retrouvons le problème foncier. Félicitons P. Brunet d'animer une telle publication : la comparaison de ces diversités incite à approfondir. Il n'y a pas un aménagement rural, mais des « aménagements » en relation avec les villes et leurs activités.

(Ph. Mainié)

SAUVAGE (A.). — *Techniques de commercialisation, les produits alimentaires*. Coll. la vie de l'entreprise, Dunod, Paris, 1971, 111 p.

Ce petit livre fait le point des connaissances sur le consommateur, le producteur et le distributeur. Sujet fondamental pour l'avenir de l'agriculture, et pourtant si délaissé actuellement des économistes ! L'auteur démontre les mécanismes traditionnels et nouveaux. On appréciera en particulier la mise à jour des schémas des circuits de la viande ou des fruits et légumes. Les coûts de la distribution sont analysés, sans malheureusement que leurs variations en fonction de la taille des firmes aient été indiquées. C'est bien là l'indice des insuffisances des enquêtes et études dans ce secteur !

Faut-il suivre l'auteur lorsqu'il annonce un développement considérable des groupements de producteurs, même si ceux-ci sont demain fortement aidés par les pouvoirs publics ? Il manque à ce niveau une allusion aux groupements d'intérêt économique qui aujourd'hui apparaissent dans plusieurs régions françaises. La confiance accordée à l'interprofession semble excessive, du moins au vu des réalisations récentes. Quant aux marchés d'intérêt national, leur rôle n'est certainement pas « essentiel » à la commercialisation des produits agricoles (p. 40) : ne sont-ils pas appelés à subir la concurrence de toutes les formes de circuits « hors marché », qui prennent de plus en plus d'importance. L'auteur en convient implicitement lorsqu'il présente l'essor des entreprises intégrées et associées. Il faut lui savoir gré des nombreuses précisions statistiques sur la distribution moderne d'aujourd'hui (p. 77 à 88) et de demain (p. 100 à 107).

Au total, l'ensemble des informations si clairement réunies dans cet ouvrage, précis et court, en fait un guide précieux pour tous ceux qui ont à intervenir dans ce secteur d'activité.

(Ph. Mainié)

SAINT-MARC (Philippe). — *Socialisation de la nature*. Stock, Paris, 1971, 380 p.

Nous vivons une mutation historique : l'inversion des valeurs économiques dans les pays industrialisés. Les richesses immatérielles, nées de la nature, deviennent rares, l'industrialisation et l'urbanisation les détruisent continuellement.

La société industrielle se trouve ainsi acculée à des choix nouveaux : faut-il continuer à préférer l'économie de possession à l'économie d'épanouissement. Le « mieux » ne devient-il pas supérieur au « plus » ?

Le bien-être n'est plus une simple affaire quantitative de *niveau de vie*, les *conditions de vie* et le *milieu de vie* comptent peut-être plus. Leur dégradation annihile toute hausse du niveau de vie. L'équilibre entre ces trois composantes du bien-être dépend de l'importance qu'y attache la population. Dans ce domaine des préférences, l'échelle psychologique variera encore fortement. Comment déceler toutes les revendications de l'homme moderne à l'égard de son environnement ? On manque étrangement d'un système de mesure de la valeur *des biens immatériels* qui font le bonheur de vivre.

C'est par l'effet sur la santé, la sécurité et la promotion qu'une relation se noue entre l'homme et son cadre de vie. Celui-ci se compose de services biologiques (bienfaits pour la santé), de services esthétiques (effets sur l'équilibre de vie) et de services scientifiques (pédagogie de la vie, résolvant l'homme dans son milieu).

L'économie traditionnelle, uniquement fondée sur la production, ignore ces *biens immatériels* : « l'écart entre le prix payé pour l'usage matériel de la Nature à des fins industrielles, et le prix payé pour son usage immatériel à des fins biologiques est la cause fondamentale de la destruction de la Nature ». Il y a aujourd'hui *un conflit aigu* entre biens matériels et biens immatériels : leur système de consommation est différent, les seconds ne peuvent être ni stockés ni épargnés, puisqu'ils résultent d'un « état » et non d'une possession. Chaque individu n'est pas suffisamment riche pour les créer, il y faut l'intervention des pouvoirs publics.

Malheureusement, la collectivité méconnaît l'importance de ces biens immatériels. L'auteur dénonce même, et il a raison, la façon dont les Plans de modernisation sont conçus : « *Œuvre des producteurs, et non des consommateurs, le Plan cherche plus à perpétuer et à développer les branches de production existantes qu'à satisfaire les besoins nouveaux des hommes ; en particulier, le V^e Plan, mûri dans une optique de profit à laquelle le libre échange européen conférait une apparente fatalité* ».

La comptabilité nationale ignore le retour des grandes pénuries, telles que la destruction massive du cadre de vie, la grande peur des accidents de la circulation, les coûts physiques et les effets massifs de la dégradation « *des transports publics, alors qu'on y enregistre des variations mineures dans la moindre des branches de production !* »

L'accapement de l'espace naturel au profit de quelques-uns est un scandale : « *la pression du profit est telle qu'en un temps où s'impose de plus en plus une socialisation de l'espace pour l'ouvrir à tous, se développe, à l'inverse, sa désocialisation* » ... la propriété privée « encage » la nature, autant que les Français...

L'auteur propose une socialisation humaniste, ni étatique, ni bureaucratique : le profit ne doit pas être éliminé, il doit seulement déterminer les moyens du développement et non ses objectifs. *Les nationalisations de 1945 n'ont été qu'une victoire illusoire dans un combat périmé...* et les administrations ne sont pas toujours plus respectueuses des espaces verts et des sites que les promoteurs privés.

La deuxième partie est aussi stimulante que ce réquisitoire : on appréciera l'essai de mesure du milieu de vie, les villes prolétaires, la paupérisation du milieu de vie, la valeur de la nature, et les nouvelles formes d'aménagement. La défense de la nature constitue-t-elle l'argument central d'une force politique montante ? L'Etat, dans toute une série de domaines (extension du patrimoine public, parcs nationaux, rivages, politique foncière), peut jouer un rôle décisif pour les prochaines années, bien qu'il n'occupe, aujourd'hui avec les collectivités locales, que 7,5 % du sol français.

(Ph. Mainié)

CASANOVA, RAINELLI, PIBALEAU et ROSSIER. — *Recherche sur les relations entre les niveaux de vie des ménages agricoles et la nature de leurs ressources.* IGER-INRA, Rennes - Action concertée de la D.G.R. S.T. - Juillet 1971.

Présentation : un comportement particulier

Les agriculteurs veulent vivre et consommer comme les autres catégories socio-professionnelles. *En réalité*, ils sont obligés d'épargner fortement, pour pouvoir moderniser leurs exploitations et financer les investissements nécessaires. Aussi le ménage agricole a-t-il un comportement tout à fait particulier, lié au devenir de son entreprise.

Les revenus annexes (allocations familiales, bourse, retraites) sont précieux et permettent en particulier d'assurer la survie des petites exploitations.

L'échantillon étudié n'est pas représentatif : ce sont des adhérents des centres de gestion d'Aveyron, Ile-et-Vilaine, Savoie et Haute-Savoie. Ils sont plutôt jeunes, ont au moins trois enfants, disposent de surfaces moyennes (30 hectares), recourent fréquemment au mode mixte « fermage-propriété » et se spécialisent en élevage.

Quelques chiffres significatifs :

A) Revenu et situation des exploitants

— Le revenu total moyen se situait entre 15 et 20.000 F en 1965, 1966 et 1967. Il est compris en moyenne entre 20 et 30.000 F en 1968.

— Au-delà de 10 ha, le revenu agricole moyen n'augmente pas avec la surface... il baisse même au-dessus de 50 ha, car le recours à un ou plusieurs salariés accroît les charges réelles.

— Le revenu augmente avec le patrimoine possédé : Il est de 16.000 F quand le patrimoine est compris entre 20 et 50.000 F, il atteint 26.000 F avec un patrimoine supérieur à 200.000 F.

— La part des revenus annexes, toujours importante, diminue lorsque le revenu total augmente : elle passe de 66 % (revenus inférieurs à 10.000 F) à 29 % (revenus supérieurs à 40.000 F).

B) La consommation et le financement des investissements dans le ménage et l'exploitation

— Le poste *équipement* du ménage arrive en seconde position après le poste *alimentation* : il est compris entre 20 % (revenu de 15 à 20.000 F) et 30 % (revenu supérieur à 30.000 F).

— Par contre, le poste « culture et loisirs » occupe la dernière place, avec 8 % environ des ressources. Contrairement à ce qui se passe en ville, ce poste reste constant, quel que soit le niveau de revenu.

— *L'ensemble des dépenses de consommation varie peu en fonction des revenus : la consommation est maintenue volontairement à un faible niveau.* Plus précisément, elle diminue lorsque le revenu s'élève jusqu'à 20.000 F, puis elle augmente ensuite normalement avec le revenu.

— Lorsqu'un certain seuil de revenu est atteint (plus de 10.000 F), les agriculteurs acceptent de se priver pour épargner au profit de l'entreprise. Ceci confirme le caractère résiduel de la consommation en agriculture familiale.

— *La consommation passe par un minimum lorsque le chef d'exploitation a entre 35 et 40 ans.* C'est la période du cycle familial pendant laquelle l'investissement dans l'exploitation est jugé prioritaire.

— *L'épargne est dans la plupart des cas une épargne « forcée »* : les agriculteurs achètent d'abord leurs équipements, les financent ensuite partiellement par des emprunts, remboursent enfin ces emprunts grâce aux surplus dégagés par les investissements : *c'est un processus inverse de ce qu'on réalise habituellement* (épargner avant d'investir). Ceci explique l'impression qu'a l'exploitant agricole de ne jamais pouvoir épargner. Son épargne cherche toujours à rattraper les investissements déjà faits, il ne dispose que rarement d'épargne liquide.

— *Comment réagit un exploitant à une baisse de son niveau de vie* : l'étude de l'évolution des élasticités dans le temps indique que ce sont les postes culture-loisirs et équi-

pements qui sont réduits en cas de diminution de consommation, l'alimentation et l'habillement restent constants.

— Par contre, lorsque le revenu augmente au-delà de 20.000 F, les dépenses de biens d'équipement s'accroissent : dès qu'ils en ont les moyens, les agriculteurs veulent vivre comme les autres catégories socio-professionnelles, et le confort ménager devient leur préoccupation.

— La part de l'autoconsommation dans l'alimentation, variable selon les régions, est supérieure à la moyenne nationale : 32 % contre 25 %.

— Pour cet échantillon d'agriculteur plutôt évolué, le confort du logement est plutôt bon.

(Ph. Mainié)

MAINIÉ (Philippe). — *Les exploitations agricoles*. Collection « Que sais-je ? ». Paris, Presses Universitaires, 1971, 126 p.

« Les exploitations agricoles » ? Il eut mieux valu titrer : « Croissance des exploitations agricoles ». Car ce remarquable petit ouvrage, sans insister sur la description et l'analyse des diverses exploitations agricoles françaises, nous donne un aperçu de toute première valeur sur l'évolution de ces exploitations et les conditions de leur croissance.

S'il sait utiliser quand il le faut les données historiques, et s'il nous rappelle quelques grandes statistiques, l'auteur se base surtout sur des études sur le terrain, analysant l'évolution d'exploitations dans diverses régions naturelles. Ceci constitue d'ailleurs un excellent exemple de la façon dont des études sérieuses peuvent permettre de définir ensuite une solide politique agricole.

Pour beaucoup de bons esprits, il semble que l'évolution actuelle condamne l'exploitation familiale ; l'auteur résume ainsi leur position : « Si l'exode rural s'accroît, si les emplois non agricoles augmentent, alors le nombre d'exploitations va fondre vertigineusement, la structure des exploitations agricoles va devenir capitaliste, et les maux dont souffre l'agriculture, faible niveau de vie et surproduction chronique, disparaîtront ».

En réalité, note l'auteur, c'est tout l'inverse qui se produit : *la rencontre du capitalisme avec l'exploitation familiale permet à cette dernière de se développer* (c'est l'auteur lui-même qui souligne) ; en liquidant l'excès de main-d'œuvre de la famille, en favorisant le fermage (...) *la moitié des exploitations familiales trouvent désormais les moyens d'accélérer leur croissance en taille et en capital*, sans rien changer de fondamental à leur nature profonde.

Tout est-il alors pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Certes non, souligne l'auteur, car, si *le niveau de vie s'est amélioré, le genre de vie se dégrade*. Et de nouveaux problèmes se posent alors à l'exploitant.

Thèse discutable ? Il faut convenir que l'auteur sait remarquablement l'appuyer. Dans son introduction il évoque notamment les réflexions remarquables d'A. Cayanov à propos des liens entre famille et exploitation : arbitrage entre investissements et épargne d'une part, et consommation (ou dépenses d'éducation pour enfants) d'autre part. Il montre ainsi à quel point les capacités des exploitants varieront au cours des périodes de la vie familiale.

Il donne ensuite une typologie de la croissance des exploitations familiales : accroissement des surfaces, sans accroissement des immobilisations par unité : « homothétie » ; accroissement des immobilisations sans agrandissement des surfaces : « réorganisation » ; accroissement simultané des immobilisations par unité de surface et des surfaces elles-mêmes : « développement ».

Méthodiquement, il analysera ensuite des échantillons d'exploitations prises dans diverses régions françaises : Orne, Lot-et-Garonne, Aisne, Moselle, Gard (dans ces deux derniers cas, avec l'étude corrélative des problèmes d'intégration verticale). Il compare ensuite ces données avec des enquêtes faites en grande culture : occasion de comparer le dynamisme de nombreuses exploitations familiales avec la stabilité plus relative de nombreuses entreprises de grande culture, utilisant souvent des situations acquises plus que tentant d'innover.

Le dernier chapitre, intitulé *Structures agraires et politique agricole*, dégage les leçons de ces observations : il les relie notamment au problème foncier, à celui de l'emploi non agricole, aux phénomènes d'intégration. Il constitue une des meilleures synthèses qui soient pour tenter d'intégrer les mille et un éléments de l'exploitation dans une politique cohérente.

Facile à lire, d'un style volontaire, dépouillé et clair, cet ouvrage est à conseiller, non seulement aux spécialistes de l'agriculture, mais à tous ceux qui à un degré ou un autre s'intéressent à la croissance ou à la planification. Ajoutons qu'en présentant ainsi au grand public les résultats d'enquêtes minutieuses de l'INRA, il constitue une excellente opération de relations publiques en faveur de la recherche économique. En prouvant que celle-ci peut éclairer — et pas seulement à très long terme — les options nécessaires de la politique agricole, il encouragera un certain nombre de responsables à s'intéresser de plus près aux démarches de recherche.

(Henri de Farcy)